

Marie-France GARAUD



Une volonté pour la France

“Les femmes et les hommes n’existent et n’agissent que lorsqu’ils croient à des idées qui les dépassent”.

“Oui, je suis candidate.

Oh, je sais, j’ai mesuré plus que tout autre les risques et les difficultés pour moi d’une pareille entreprise. Mais je dois le faire pour défendre les idées auxquelles je crois et qui pour moi déterminent la survie de notre pays.

J’ai pensé pendant longtemps que d’autres plus puissants ou mieux organisés

pourraient le faire mieux que moi mais ils ne veulent pas, ou ils n’osent pas.

Alors je me suis décidée.

Vous savez, je suis une femme, je suis seule ou presque. Je n’ai pas d’appareil et j’ai peu de moyens, mais je suis libre.

Je ne me bats ni pour une carrière, ni pour un parti, ni pour une clientèle.

Je me bats pour des idées qui sont les miennes mais aussi, je crois, celles de beaucoup d’autres Françaises et Français.

Je voudrais que cette élection soit une épreuve de vérité, et en ce qui me concerne je ferai tout ce que je pourrai pour cela. Voilà.”

une volonté au service de la démocratie

- Je crois en la démocratie et je pense que les Français sont capables d’affronter la vérité. Un pays ne peut progresser si on lui ment. On ne construit pas sur le mensonge.

- L’exercice de la démocratie suppose :

- que les Français soient considérés comme des citoyens et non comme des sujets.

- que la représentation nationale soit traitée avec dignité.

- que les partis politiques combattent pour des idées généreuses et nationales et non pour défendre les places de leurs élus.

- que les syndicats, organisés pour la défense des travailleurs, ne deviennent pas des annexes des partis politiques.

une volonté au service de l’indépendance

Tant que le monde libre ne retrouvera pas la foi dans ce qu’il est, c’est-à-dire le champion de la liberté, rien ne sera possible ; et je pense que si la France n’est pas capable de redonner au monde libre sa cohésion et la confiance qu’il doit avoir en lui-même, alors ce n’est plus la France.

L’indépendance doit être assurée :

- par la certitude que la patrie est aussi indispensable au citoyen que la dignité est indispensable à l’homme.

- par la nécessité absolue de s’opposer à l’impérialisme soviétique qui utilise l’invasion militaire, l’asphyxie économique et le chantage

politique pour menacer partout dans le monde la sécurité des nations et des hommes libres.

- par le refus d’un neutralisme peureux et l’affirmation sans équivoque que nous appartenons au monde libre.

- par un renforcement de nos alliances traditionnelles dans le respect de notre souveraineté.

- par notre capacité de défense et de dissuasion, condition de cette souveraineté.

- par la conviction que la Paix se gagne et se mérite chaque jour et qu’un peuple solidaire et courageux est indestructible.

une volonté au service de la liberté des citoyens

Au temps du Général de Gaulle et de Georges Pompidou l’administration était puissante mais elle était soumise au pouvoir politique.

En 1974 et pour la première fois le Président de la République, le Premier ministre, la plupart des ministres et de leurs conseillers sortaient de l’E.N.A.

L’administration accéda aux charges les plus

hautes et confisqua le pouvoir politique.

Ce fut l’an I de la République des technocrates. Nous voilà en l’an VII et que de dégâts accumulés...

Pour ma part j’ai toujours pensé que la responsabilité, l’imagination et le bon sens devraient diriger ce pays.

Aujourd’hui, ensemble nous devons les remettre au pouvoir.

l'imagination et le bon sens en économie

- en refusant d'accepter le chômage comme un mal irréductible : gérer le chômage est un crime contre la nation.

- en donnant du travail à chacun par la suppression des entraves à l'initiative et à l'embauche et surtout par la modernisation de notre économie, la reconversion de notre industrie et sa capacité à s'adapter aux débouchés.

- en reconquérant d'abord notre marché national, base de départ nécessaire d'une politique soutenue d'exportation.

- en établissant des rapports nouveaux avec le Tiers-Monde, notamment avec les pays d'Afrique noire francophone.

En leur proposant un véritable "pacte économique de solidarité" qui devrait d'abord entraîner le développement et la modernisation de leurs activités agro-industrielles et leur assurer ainsi l'autonomie de subsistance, tout en redonnant un essor à notre économie grâce à des marchés nouveaux et à de grands travaux.

- en exigeant que les fonctionnaires deviennent responsables et en réformant

profondément dans ce sens les statuts de la fonction publique.

- en diminuant le train de vie de l'État et en réduisant les impôts qui pèsent d'un poids insupportable sur les hommes et sur les entreprises.

- en rééquilibrant les charges sociales vers l'économie et non vers la dépense systématique, en instaurant par exemple un ticket modérateur pour le "petit risque" éventuellement pris en charge au-dessus d'un certain revenu par des mutualités privées, par une mutuelle d'État pour les autres.

- en allégeant les charges financières des entreprises et en leur offrant la possibilité d'obtenir des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt pour financer leurs investissements et leur modernisation.

- en ne transformant pas les agriculteurs en assistés par des subventions souvent inéquitables, mais au contraire en leur assurant des débouchés et de justes prix pour leurs produits.

- en donnant aux petits épargnants une rémunération convenable par une rente d'État.

des régions vivantes et responsables

Enfin il faut redonner un visage vivant et actif à la région en s'appuyant sur les hommes proches des réalités que sont les conseillers généraux, en regroupant les départements dans le cadre des anciennes provinces qui correspondent à des entités historiques, géographiques et économiques et en

organisant ces nouvelles régions autour de deux pôles :

- un exécutif représentant le pouvoir central,
- une assemblée issue des conseils généraux de chaque département de la province et dotée de larges pouvoirs en matière financière, économique et sociale.

la solidarité de tous les Français

- en redonnant à chacun le sens des responsabilités nationales.

- en reconnaissant à la femme, tant dans son foyer que dans son travail, le droit de participer pleinement à la vie du pays et en luttant pour la suppression réelle de toutes les inégalités dont elle est encore la victime.

- en rétablissant les conditions de l'unité et de la solidarité de la famille et de sa fonction éducative.

- en restaurant la vocation de l'éducation nationale qui est d'enseigner les connaissances ainsi que les principes sur lesquels se fonde notre société de liberté, en déléguant aux maîtres et aux professeurs l'autorité et les responsabilités nécessaires pour remplir leur

mission et former les citoyens de demain, en délivrant des diplômes qui permettent aux jeunes de construire leur avenir et de trouver leur place dans la vie.

- en créant les conditions de vie et d'urbanisme qui permettraient de garder les personnes âgées dans le cercle familial pour qu'elles puissent continuer à apporter leur expérience et leur temps à la communauté.

- en développant la recherche scientifique publique ou privée notamment dans le domaine médical ; en donnant dans les hôpitaux et dans les maisons de santé pour personnes âgées autant d'importance à la dignité et au respect de la personne humaine que l'on en accorde à la qualité des soins.

par la volonté du peuple...

Nous voulons, nous, que s'instaure une démocratie de vérité et que les hommes politiques servent la République au lieu de se servir.

Pendant six ans, aux côtés de Georges Pompidou, j'ai appris la conduite des affaires de la France. J'ai vu combien il y faut de rigueur, de générosité et de désintéressement mais aussi de volonté.

Pour sortir notre pays du mauvais pas dans lequel il est engagé, il faut que les Françaises et les Français aient assez de courage pour écarter la faiblesse, assez de lucidité pour choisir leur avenir et assez de foi pour le construire.

Avec votre confiance,

- Je mènerai l'action que j'ai entreprise pour le bien de la France.
- Je demanderai des comptes aux "faiseurs de miracles".
- Je dirai toujours la vérité aux Français.
- J'imposerai la raison et le bon sens dans les décisions.

Avec votre confiance,

- Nous ouvrirons des voies nouvelles à notre pays.

qui est Marie-France Garaud ?

- Née à Poitiers en 1934, de famille poitevine.
- Diplômée d'Etudes Supérieures de Droit - avocate.
- Mariée en 1959 avec Louis Garaud, avocat aux Conseils.
- Mère de deux garçons de 14 et 17 ans.

- De 1961 à 1962, attachée au cabinet de M. Foyer, ministre de la Coopération.
- De 1962 à 1967, conseiller technique au cabinet de M. Foyer, ministre de la Justice.
- De 1967 à 1968, chargée de mission au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre.

- De 1969 à la mort du Président Georges Pompidou, conseiller technique à la Présidence de la République.
- Depuis 1974, conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

une femme candidate à la Présidence de la République ?

L'histoire et le monde d'aujourd'hui montrent que les femmes assument à l'égal des hommes les plus hautes responsabilités.

VU, LE CANDIDAT